

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXCVIII.

---

*Du Jeudi 28 Janvier 1790.*

*Suite de la séance de mardi matin.*

**L**E titre honorable de représentant de la nation seroit bien avili, s'il pouvoit devenir l'instrument de l'ambition ou de la fortune. Cette crainte a produit les motions nombreuses, qui excluoient de toute place du gouvernement tout membre de l'assemblée pendant la durée de la session.

« Vous avez décrété que nous ne pourrions pas accepter une place dans le ministère, a dit M. Péthion; or, des commissions revocables à volonté, & qui ne peuvent être comparées aux places ministérielles, sont à plus forte raison comprises dans l'exclusion prononcée. »

» Vous avez défendu l'éligibilité aux percepteurs des impôts, ajoutoit M. Fréteau; vous avez défendu d'élire des juges, parce que vous avez craint l'ascendant des vertus réelles ou apparentes du magistrat. Après ces décrets rigoureux, croyez-vous ne devoir pas soustraire la liberté publique aux impulsions de la faveur & de l'intrigue? il s'agit d'une caisse qui n'est pas encore formée & dans

*Tome VI.*

R

laquelle les biens ecclésiastiques n'entreront qu'après avoir entendu les départemens. J'ose vous demander si vous recueillerez ici les suffrages des hommes intéressés à décréter l'extinction des maisons religieuses ; je stipule pour la liberté publique , pour la réputation & les sentimens de cette assemblée. La véritable inviolabilité des députés nationaux est la loi qui écartera d'eux toutes sortes de graces ou bienfaits de la cour. »

Cette opinion franche & loyale , a été vivement applaudie. C'est aux citoyens désintéressés, c'est à ceux qui aiment le bien public & qui sont véritablement attachés à la patrie , à apprécier les sentimens des membres de l'assemblée.

M. Roederer , M. de Custine , & M. de la Galissonnière ont appuyé tour à tour la motion proposée.

Après la lecture de celles qui ont été faites , il s'est élevé quelques difficultés sur le choix des décrets proposés ; c'est au milieu de ces débats que M. de Volnei a paru à la tribune. » Je suis , a-t-il dit , un de ceux à qui on a déferé des places : je dois dire à l'assemblée que j'ai cru pouvoir en accepter une ; mais connoissant le principe & sa rigueur , je me propoisois de donner ma démission , dès que ma nomination seroit annoncée , parce qu'on ne peut être à la fois législateur & subordonné. Il y a long-temps que je me vois obligé à fixer un terme à mes travaux dans cette assemblée ; j'en avois eu l'idée antérieurement à tout projet sur la place pour laquelle on a bien voulu me désigner. Je vous prie de recevoir ma déclaration , que dans peu je vais donner ma démission , quelle que soit votre décision ; mais je crois que vous ne pouvez pas lui donner un effet rétroactif. »

M. de Biron qui , depuis deux mois , avoit été nommé commandant de la Corse , & qui en avoit fait part à



l'assemblée, s'est avancé vers une tribune des côtés. « Je trouvois, a-t-il dit, de la douceur à penser que j'allois porter vos principes, vos sentimens & vos décrets à un peuple qui honore la liberté. Je regarde comme un grand honneur de porter le titre de représentant de la nation, mais je me trouve encore plus heureux de pouvoir vous dire que j'aime mieux tout sacrifier pour avoir l'honneur de demeurer parmi vous ».

Aussi-tôt des applauvissemens se sont fait entendre, & dans cette émotion générale, M. de Menou s'est écrié : « Je demande que pour consacrer le principe, le nom de M. de Biron soit inscrit dans le procès-verbal ».

De nouveaux applaudissemens ont confirmé cette motion honorable.

Les représentans de la Corse ne devoient pas être insensibles aux témoignages flatteurs que l'on prodiguoit à un homme destiné à commander dans leur île.

« La nouvelle qui s'est répandue en Corse que M. de Biron en étoit nommé commandant, a dit M. Salicetti, y a répandu la plus vive allégresse ; il est généreux à lui de sacrifier ce petit emploi à l'honneur d'être représentant d'une grande nation ; cependant il est instant qu'il aille dans ce pays un homme chéri & estimé des Corfès. Je supplie l'assemblée nationale de permettre que M. de Biron en soit le commandant, malgré sa renonciation ».

Cette scène touchante & honorable pour M. de Biron, a été interrompue par une nouvelle lecture de la rédaction de M. Duport, qui a obtenu la priorité.

Des amendemens nombreux ont été proposés. Sur les observations de MM. Desmeuniers, Martin, Gleizen, Guillotin & Reubell, on a substitué les mots, *ne peut*, à ceux *ne pourra*. M. Dillon a proposé de dire : *L'assemblée déclare, conformément à l'esprit du décret du 7 novembre dernier, ce qui a été adopté.*

M. Ferant a demandé qu'on prononçât l'exclusion, *même après la démission*. D'autres vouloient étendre l'exclusion des places à deux ou trois années après la session. MM. Dillon & la Galissonnière disoient que de pareilles dispositions détruisoient le principe de la liberté. « Peut-on empêcher de choisir dans cette assemblée des officiers dignes de servir leur pays, a dit M. le prince de Poix? un officier général capable de sauver la patrie, ne pourra-t-il donc sortir de cette assemblée ? »

M. Gleizen a défendu avec vigueur l'amendement proposé, & il est parvenu à faire rejeter la question préalable qui étoit demandée.

« Je suppose, a-t-il dit, que dans une législature quelconque, un orateur ait entraîné, par son éloquence, l'assemblée dans des délibérations favorables au ministère, & utiles au gouvernement; que cet orateur en obtienne une place ou un traitement, s'il peut l'exercer ou l'obtenir, en donnant sa démission; il faut convenir que votre décret n'empêchera qu'un dangereux orateur n'en reçoive sa récompense. »

M. Charles de Lameth a observé que le décret seroit vague, si l'on ne fixoit pas un terme, tel que la fin de la session.

C'est d'après ces observations que l'amendement a été adopté ainsi, *même en donnant sa démission*.

Peut-être auroit-il fallu un terme plus long pour déjouer plus sûrement les intrigans & les ambitieux, & pour obliger le ministère dans tous les temps à suivre une marche franche & découverte.

M. Bouche a demandé encore le retranchement de l'exception proposée *pour les places qui sont une suite de l'avancement dans les différens services publics, comme*



superflue , & contraire au droit naturel qu'a chaque individu à être avancé suivant ses services.

Cette exception a été mise aux voix & retranchée du décret, qui a été prononcé tel que nous l'avons rapporté dans le dernier numéro.

*Séance de mardi soir.*

» Jamais les adresses & les dons patriotiques n'ont été si nombreux ; l'assemblée a distingué par de vifs applaudissemens une offrande de 600 livres , présentée par les jeunes élèves de la classe de physique du collège de Louis-le-Grand ; & M. le président leur a répondu :

« Jeunes gens , n'oubliez jamais le jour où l'assemblée nationale agréa votre offrande , vos hommages & vos respects. Le ciel vous a réservés pour l'époque la plus importante de l'espèce humaine. Jouissez long-temps du bonheur qu'elle vous prépare , & ne trompez jamais les espérances de la patrie ».

MM. Thomas & de Villars , députés de Châlons en Champagne , ont été reçus à la barre. M. Thomas a porté la parole pour présenter à l'assemblée l'hommage de la *nouvelle municipalité* de cette ville , avec un don patriotique de ses habitans , & l'assemblée a vu avec le plus grand plaisir les témoignages de reconnaissance donnés par un des premiers établissemens municipaux formés d'après ses décrets.

M. le président a fait la réponse suivante aux députés de Châlons :

» La ville de Châlons doit être glorieuse d'apporter à l'assemblée nationale le premier hommage d'une municipalité formée sur les principes constitutionnels. L'assemblée reçoit avec satisfaction vos respects & votre offrande. »

M. d'Estagnol a présenté aussi un don patriotique de deux mille quatre cents livres au nom de M. Bruyères, négociant à Sedan ; & l'assemblée a voulu que ce bienfait fût consigné dans le procès-verbal.

La discussion de l'affaire du prévôt de Marseille a été reprise. M. de Mirabeau a occupé le reste de la séance.

Après avoir divisé en quatre époques les troubles & les événemens malheureux de Marseille, il a développé avec son énergie ordinaire six chefs d'accusation contre le prévôt, & reproché à son tribunal trois violations des décrets de l'assemblée.

L'orateur n'ayant pas fini son discours, dont la suite a été ajournée à jeudi soir, nous ne pouvons encore rien dire d'une affaire qui intéresse de si près la liberté publique & la tranquillité de Marseille. Il est probable qu'elle fera l'époque où finiront ces tribunaux sanguinaires & despotiques, dont l'existence ne peut s'allier ni avec les principes de la liberté civile, ni avec le respect dû aux droits de l'humanité.

*Séance d'hier.*

Elle a été ouverte par la lecture des procès-verbaux, faite par M. Barère de Vieusac.

Sur quelques observations des députés du Soissonnois, relatives au décret qui avoit été rendu la veille pour leur département, l'assemblée a décidé que les électeurs se réuniroient à Chauni pour déterminer laquelle des deux villes, de Laon ou de Soissons, seroit chef-lieu de département.

La députation de la province de Bresse a offert au nom des citoyens de la ville de Bourg, un don patriotique consistant en 226 marcs d'argent, auquel ont contribué les Chartreux, les Augustins & autres maisons religieuses des deux sexes, établies dans cette ville.



M. Populus, député de la province, a lu en même temps une adresse des officiers municipaux de la ville, & l'assemblée a applaudi à leurs sentimens patriotiques.

M. Vouillemont, avocat à Assouvel, a offert une médaille d'or provenant d'un prix de l'académie de Châlons. C'est ainsi que les lettres qui ont tant influé sur la révolution, viennent encore au secours de la patrie, par les prix qu'elles ont décernés.

Le reste de la séance a été consacré entièrement à la division du royaume.

M. Goslin a présenté la division de plusieurs départemens en districts ; on a commencé par celui de Lorraine & Barrois. Un amendement concernant le district à établir à Vic ou à Château-Salins, a été adopté, & le chef-lieu sera provisoirement à Vic.

Voici le décret qui a été rendu par l'assemblée :

« L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution :

1°. « Que le département de Lorraine est divisé en neuf districts, dont les chefs-lieux sont Nanci, Luneville, Blamont, Sarrebourg, Dienze, Vic, Pont-Amousson, Toutant, & Veyelise. »

2°. « Que Nanci est le chef-lieu de ce département ; que cependant par provision, conformément à l'arrêté pris par les députés de la province, les électeurs du département alterneront entre Nanci & Luneville.

3°. « Que l'assemblée provisoire du district sera établie à Vic, sauf à la première assemblée du département à déterminer en définitif, si Château-Salins est susceptible d'obtenir l'un des deux établissemens, & en ce cas lui être donné ou le siège du district, ou celui de judicature, au choix néanmoins de la Ville de Vic. »

Le rapporteur a présenté la division convenue pour le

département de Foix & du Couserans ; il n'y a eu d'autre objection contre l'avis du comité, que celle qu'a faite un député du Couserans. M. de Panetier s'est opposé à ce que le mot *provisoirement* fût inséré dans le décret pour l'alternation des assemblées de département entre les villes de Saint-Girons, Foix & Pamiers.

M. Bergasse Laziroule a répondu qu'on ne pouvoit refuser le droit aux électeurs, & l'avis du comité a été décrété en ces termes :

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. Que le département de Foix & de Couserans est divisé en trois districts.

2°. Que la première assemblée du département se tiendra à Foix, & qu'en conséquence de l'arrêté des députés, il alternera provisoirement entre les villes de Foix, Saint-Girons & Pamiers ; que les tribunaux de ces districts seront siéans à Foix, Saint-Liziers & Pamiers, & que les chefs-lieux de l'administration des trois districts seront à Tarascon, Saint-Girons & Mirepoix ».

Le département du Cotentin a été ensuite l'objet du rapport, & sa division a été décrétée ainsi :

« L'assemblée nationale, décrète, d'après l'avis du comité de constitution, 1°. que la division convenue entre les députés du département du Cotentin sera maintenue dans son intégrité, sauf à ne placer que provisoirement à Carantan les établissemens qui lui sont destinés ; à l'effet de quoi les habitans de ce district auront la faculté de demander d'autres chefs-lieux pour l'administration ou la juridiction, & même le partage du siège administratif & judiciaire, s'ils croient qu'il y a impossibilité, danger ou même de notables inconvéniens dans la disposition projetée, sauf le même partage entre les villes qui pourroient



y avoir droit, des établissemens qui seront déterminés par la constitution; 2°. que provisoirement la ville de Coutances sera le chef-lieu du département, & que les électeurs assemblés détermineront si l'assemblée du département devra alterner, ou si Coutances doit définitivement demeurer chef-lieu ».

La division du département de l'Auxerrois a été l'occasion de débats très-longes & très-vifs; d'abord au sujet de Villeneuve-le-Roi, dont quelques députés vouloient faire un chef-lieu de district. MM. Menu de Chomorceau, Dupont & la Jacqueminière, ont été entendus sur cet objet. M. la Jacqueminière, dont le patriotisme & l'amour du peuple ont caractérisé les opinions, s'est plaint que dans son bailliage on avoit voulu le faire passer pour *aristocrate*. Il a été bien dédommagé de cette calomnie par les sentimens qu'a témoigné l'assemblée. M. Martineau a parlé en faveur de Villeneuve-le-Roi, lieu de sa naissance.

M. Fréteau a demandé ensuite que la ville de Villeneuve-la-Guarre & les communautés voisines, fussent rendues au département de Nemours. M. le curé de Soupes a observé que les limites étoient réglées entre les départemens d'Auxerre & de Melun; que la demande de M. Fréteau tendoit à préjuger la division du département de Melun, qui n'étoit pas encore définitivement arrêtée, & dont les districts devoient être peu nombreux pour éviter les frais d'administration. La priorité a été donnée à l'avis du comité qui a formé le décret suivant.

*Autre décret pour le département de l'Auxerrois.*

» L'assemblée nationale décrète, d'après l'avis du comité de constitution,

1°. » Que le département de l'Auxerrois dont Auxerre est le chef-lieu, est divisé en sept districts, dont les chefs-

lieux sont Auxerre, Sens, Joigny, Saint-Fargeau, Avalon ; Tonnerre & Saint-Florentin ;

« 2°. Que l'assemblée de département décidera dans laquelle des deux villes, de Villeneuve-le-roi ou de Saint-Florentin, l'un des sept districts sera plus convenablement placé ;

3°. » Que les limites arrêtées entre les départemens de l'Auxerrois, de Meaux & de Melun subsisteroient ; à l'effet de quoi Villeneuve-la-Guionne & les paroisses environnantes réclamées par les députés de Melun, resteront unies au département d'Auxerre, sauf, en faveur des autres villes de ce département, de partager les établissemens qui seront fixés par la constitution. »

Le département de Versailles a été le dernier objet rapporté par M. Gossin. Il a jeté beaucoup d'intérêt sur cette matière, naturellement sèche & monotone, en parlant de la manière touchante & pleine de justice avec laquelle le roi a témoigné son vœu pour Rambouillet. Nous rédigerons demain ce qui concerne ce département.

Après le travail sur la division du royaume, M. le Couteux a demandé la parole :

« Je n'ai pas cru devoir hier être présent à la discussion qui s'est continuée sur une question qui me concernoit si particulièrement, a-t-il dit ; mais aussi-tôt que j'ai eu sous les yeux votre décret, j'ai cru en saisir les principes & ne pas rechercher s'il peut avoir ou non un effet rétroactif sur ma nomination : je me suis empressé de vous donner un témoignage de la déférence, qu'en ma qualité de membre de cette assemblée, je dois donner non-seulement à l'expression littérale de ses décrets, mais à leur esprit & même à votre intention connue.

» J'ai donné ce matin ma démission de la commission de trésorier général de l'extraordinaire, & je vous supplie



de croire que si j'ai mis quelque prix à cette place, c'est par le seul sentiment que j'avois d'être utile à ma patrie, dans une institution qui présente à la nation les moyens d'un nouveau crédit, & la possibilité de créer successivement les ressources les plus intéressantes.

M. Nourissart a voulu imiter ce bel exemple ; il a renoncé à l'intérêt qu'il avoit dans l'entreprise des vivres & fourrages de l'armée : « Quoiqu'a-t-il dit, cet intérêt ne tint en aucune manière aux termes du décret de l'assemblée. Il n'a consulté en cette occasion que l'esprit du décret & l'intention de l'assemblée nationale, qu'il se fera toujours un devoir de prévenir. »

L'assemblée a ordonné que les déclarations de M. le Couteux & de M. Nourissart seroient consignées dans le procès-verbal ; après avoir témoigné, par ses applaudissemens, sa satisfaction de voir tous les membres réunis, cette fois, dans les mêmes principes.

Elle s'est ensuite formée en bureaux pour procéder aux élections de quelques comités.

On souscrit, à Paris, chez Cussac, Libraire, au Palais-Royal, N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement, de 30 numéros, est de 6 liv. pour Paris, & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent, sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.

